

**ESQUISSE D'UNE APPROCHE
TRANSVERSALE DU CONCEPT DE
STRATEGIE DE VALORISATION**

Le fait d'avoir privilégié le terme de *stratégies de valorisation* au sein de l'intitulé de ce travail n'est pas un choix anodin. Il aurait été possible de choisir d'autres expressions pouvant s'y rapprocher (*sources de compétitivité, ...*) mais aucune n'aurait pu transcrire aussi bien la direction que ce travail souhaitait emprunter. Il convient donc avant toute chose de définir à quoi se rapporte ce concept et ce qui fait sa singularité. Par *stratégie de valorisation* nous comprenons ***les décisions et mesures prises par un ensemble d'acteurs d'un secteur afin de permettre une croissance des ressources générées par leur activité.*** La pertinence de ces mesures est liée au contexte national et international. Il ne s'agit donc pas seulement de s'attarder sur les décisions prises par les acteurs productifs ou effectivement intégrés à l'activité économique, mais aussi de comprendre comment le contexte national et international influe sur leurs actions. Ce n'est donc qu'à travers une approche transversale que nous serons le plus à même de comprendre et *porter un jugement* sur les actions et décisions des acteurs d'un secteur économique spécifique. Ce constat est d'autant plus vrai dans le cas d'une étude filière. En effet, mener une analyse sectorielle en économie, en particulier lorsqu'il s'agit d'une activité agricole d'exportation comme dans le cas du café, n'est jamais une tâche aisée et implique de définir l'angle d'étude privilégié. L'économie peut-être divisée en trois grands champs d'analyse: la macroéconomie (qui étudie les équilibres à une échelle nationale parfois internationale), la microéconomie (s'intéressant aux actions et décisions des agents individuels) et enfin la mésoéconomie (qui réalise des analyses intermédiaires entre la macroéconomie et la microéconomie). Dans le cas d'une étude sur une filière agricole, les trois champs d'étude économiques s'avèrent pertinents dans la mesure où chacun génère des considérations singulières que les autres ne peuvent aborder. Les paradigmes et axiomes à l'origine des modèles macroéconomiques et des stratégies de développement adoptés par les Etats jouent un rôle central dans l'apparition d'un cadre favorable ou contraire au développement de certaines activités économiques. Le café étant une *commodity* agricole, il est également nécessaire de s'intéresser au lien susceptible d'exister entre croissance économique durable et exploitation de matières premières. L'angle mésoéconomique est quant à lui le seul permettant de saisir à la fois les enjeux locaux, nationaux et internationaux d'une activité économique. Deux outils d'analyse se révèlent particulièrement intéressants : l'analyse filière et l'analyse par la chaîne globale des produits de bases (ou chaîne de valeur globale). Ces deux outils se complètent et permettent d'apporter des réponses à des questions centrales traitant des opportunités de valorisation et de développement au sein d'une filière (ou une chaîne de valeur) particulière ou encore le mode de répartition des pouvoirs entre les différents acteurs. De plus, l'évolution du concept de qualité implique de considérer cette

notion sous un angle mésoéconomique, puisque ne relevant plus d'une simple stratégie individuelle. Enfin, l'angle microéconomique s'intéresse aux déterminants de la compétitivité des acteurs individuels. Dans notre cas nous avons privilégié les instruments d'analyse du monde de la gestion (relatif aux stratégies) ou offrant une perspective originale sur la compréhension du concept de *compétitivité nationale* (l'analyse de Porter sur les avantages concurrentiels nationaux et son célèbre losange ou diamant). Ce n'est qu'en associant ces différents champs économiques qu'il sera possible d'apporter une réponse, à défaut d'être exhaustive, au moins concrète aux problématiques nous intéressant.

D) Paradigmes économiques, stratégies de développement et valorisation des activités économiques

L'adoption d'un modèle macroéconomique et d'une stratégie de développement a des conséquences tangibles sur le développement de l'ensemble des activités économiques nationales. On s'imagine aisément que les principales variables macroéconomiques (taux de change, inflation, chômage,...) et l'orientation du modèle économique (extraverti ou autocentré) créent un espace favorable ou contraire pour chacune des activités économiques. Par exemple, les activités d'exportation se développeront plus facilement au sein d'une économie extravertie et où le taux de change est artificiellement maintenu à un niveau faible alors que celles destinées à satisfaire la demande intérieure se développeront probablement plus aisément au sein d'un modèle de croissance autocentrée. Les modèles macroéconomiques et les stratégies de développement reposent sur l'acceptation d'axiomes, qui ont finalement pour effet d'orienter les ressources nationales (principalement le capital et le travail) vers les activités jugées les plus stratégiques pour l'économie nationale. Deux types d'axiomes nous intéressent particulièrement : l'une concernant la relation agriculture-industrie et développement et l'autre l'impact de l'exploitation et l'exportation de matières premières ou *commodities* sur le développement national. La vision des dirigeants politiques sur ces deux thèmes a joué et continuera à jouer un rôle fondamental pour l'essor des activités agricoles.

1.1) L'articulation agriculture-industrie au centre des stratégies de développement.

La consommation de produits agricoles constitue généralement une part incompressible des besoins de la population mondiale. A part l'eau, aucun besoin humain n'est aussi fondamental et élémentaire que la consommation alimentaire. Néanmoins, depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle, nous constatons une chute de la part relative des exportations

agricoles au sein du commerce international. Alors qu'en 1955 les exportations agricoles représentaient encore 35% du commerce international, aujourd'hui elles génèrent moins de 10%². Prouvant de la sorte une diminution sensible de la part des exportations agricoles au sein du commerce international. Cependant, comme le rappelle Bertrand J.P., malgré cette baisse tendancielle marquée au sein du commerce international, les discussions sur l'agriculture constituent la première cause d'échec des grandes négociations sur le libre échange. Bien qu'au sein des pays industrialisés le secteur agricole n'emploie plus que 1% à 2% de la population active, le système alimentaire dans son ensemble (industries et services en amont, agriculture, industrie agroalimentaire et distribution) représente toujours entre 20% et 25% du PIB³. Si le poids du système alimentaire est déjà conséquent au sein des pays industrialisés, il l'est souvent encore davantage au sein des pays en développement et en particulier des pays les moins avancés (PMA), où il emploie parfois la majorité de la population active et où les produits agricoles constituent souvent la première source d'exportation. Malgré l'essor des activités industrielles et des services, l'agriculture garde donc une place centrale au sein des économies nationales.

La relation agriculture – industrie et ses répercussions sur le processus de croissance ont toujours été au centre des politiques de rattrapage ou *développementalistes*. Il a très tôt existé un consensus sur le fait que l'agriculture contribue à l'industrialisation d'une nation à travers trois modalités : *la création d'un surplus agricole* facilitant la libération d'une partie de la main d'œuvre nécessaire à au secteur industriel, *une hausse de la productivité* permettant de contenir la hausse des salaires des ouvriers et par *l'investissement provenant des capitalistes du secteur agricole vers le secteur industriel*. Au fil des siècles, les *prescriptions* économiques concernant le moyen d'opérer les transferts de l'agriculture vers l'industrie ont connu des modifications substantielles. En France, le courant mercantiliste insistait sur la nécessité de développer l'industrie au détriment de l'agriculture, en empêchant les exportations des grains et en bloquant les prix agricoles afin de maintenir les salaires au niveau le plus bas possible, le tout étant censé favoriser les exportations de biens manufacturés. Les mesures colbertistes provoqueront la chute de la production agricole nationale (et la paupérisation des agriculteurs qui constituaient alors la majorité de la population) sans que s'opère un processus de rattrapage industriel réel vis-à-vis de l'Angleterre. L'échec de ces politiques contribuera à la mise en avant de l'idéologie d'un autre courant économique : les physiocrates. Adeptes du libre échange et pour lequel la

² Cf Bertrand J.P

³ *Idem*

croissance du secteur agricole et les exportations agricoles ne freinaient aucunement le rattrapage. Ainsi, dès le XVII^{ème} siècle, le rapport entre agriculture, industrie et processus d'accumulation a été au centre des stratégies nationales de croissance. Jusqu'au XX^{ème} siècle il n'existe pas véritablement d'économie du développement, de politiques ou de stratégies menées par les pays du sud. Ce n'est qu'après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, avec le constat de la part des dirigeants latino-américains que leur modèle de développement s'était montré inefficace et avec l'essor des mouvements indépendantistes en Afrique et en Asie que se développera l'économie du développement telle que nous la connaissons actuellement. Là aussi, l'agriculture et son rôle dans le processus de développement garde une place centrale au sein des considérations théoriques et débouchera sur la mise en place de modèles économiques favorables ou non aux activités agricoles.

L'école structuraliste ou l'agriculture considérée comme secteur retardé

La Grande dépression, puis la Seconde Guerre Mondiale, et la chute du commerce international qu'elles ont provoquée, ont fait naître de nombreux doutes sur les vertus du libre-échange et de la spécialisation dans les exportations de produits primaires chez les économistes des pays du sud. Une grande partie de ces derniers préconiseront l'abandon du modèle *primario exportador* et de *desarrollo hacia fuera* (c'est-à-dire extraverti et reposant sur l'exportation de matières premières) pour l'adoption d'une politique d'industrialisation par substitution des importations (I.S.I) et un modèle *hacia dentro* (autocentré).

Le nouveau courant structuraliste (représenté principalement par Prebisch et Singer) préconise *une marche forcée vers l'industrialisation*. La pensée structuraliste signalait l'impact négatif du commerce international et des exportations des produits primaires, plus particulièrement agricoles. Ces derniers étaient perçus comme l'une des explications de la supposée incapacité de la périphérie à atteindre un niveau de développement et d'industrialisation jugé *acceptable*. Les économistes de ce courant avançaient trois raisons expliquant le rôle négatif des exportations de produits primaires dans le développement : *les secteurs d'exportations agricoles et des autres produits de base sont extérieurs aux régions sous-développées, les exportations agricoles utilisent des ressources pouvant être utilisées pour mener à bien le développement du secteur industriel* et, enfin, *les termes de l'échange entre les produits de base et les produits manufacturés se détériorent progressivement*. Pour sortir de ce qu'ils percevaient comme un schéma de domination, ils recommandaient l'application d'une stratégie d'industrialisation par substitution des importations. Pour se faire, les économistes structuralistes préconisaient deux mesures prioritaires: l'application de

lourdes taxes sur les exportations de produits primaires (afin de décourager ce type d'exportation tout en finançant l'effort industriel) et maintenir le rapport entre produits industriels et biens agricoles en faveur des premiers (pour encourager l'investissement dans l'industrie). Le secteur agricole se trouvait donc étroitement contrôlé pour permettre l'apparition de conditions optimales pour l'industrie (contrôle des prix, taxes, le tout favorisant une rentabilité faible). Il est aisé de desseller des similitudes entre ces idées et les conclusions des travaux de Lewis A. et de son célèbre modèle dualiste. Ce dernier s'évertue à démontrer que l' « *enjeu de la transition est de contenir la progression du salaire réel (...) en évitant l'amélioration du rapport prix de subsistance / prix industriel. (...). Si dans la transition, l'agriculture doit devenir elle-même capitaliste pour que l'offre de subsistance s'accroisse, l'industrie doit pouvoir récupérer, à travers les prix ou la fiscalité, un surplus agricole sous forme de revenu. Dans cette circonstance, on peut affirmer, conclut l'auteur, que c'est « l'agriculture qui finance l'industrie » (ASSIDON, p.13).* Rappelant en cela les théories économiques du XVII^{ème} siècle selon lesquelles l'accumulation nationale du capital repose sur un flux de ressources non compensé de l'agriculture vers la non agriculture. Le rôle de l'agriculture était de financer volontairement ou non, directement ou pas, le développement industriel.

Les résultats de l'application de l'ISI en Amérique Latine furent pour le moins mitigés. Il est néanmoins certain que durant la première période d'application de l'ISI (1950-1973), l'Amérique Latine et les Caraïbes ont connu la croissance annuelle du PIB la plus rapide de leur histoire (5,33%), qui fut la meilleure performance au niveau internationale après celle du Japon. Les politiques d'ISI visant à soustraire les économies nationales du commerce international, il n'y a donc rien de surprenant à constater une chute significative de la participation de la région dans le commerce international (passant de 9,3% en 1950 à 3,9% en 1973) et l'application de mesures cherchant à restreindre les importations⁴. L'objectif d'éliminer l'orientation exportatrice des économies latino-américaines a parfois eu des répercussions parfois désastreuses, notamment au niveau des équilibres macroéconomiques et de déficits commercial et fiscal. Ce qui n'a rien d'étonnant au sein de pays où les modèles économiques précédents étaient extravertis. Les pays d'Amérique Latine, après 1970, durent affronter quatre problèmes limitant leur développement économique, certains liés à l'application du modèle d'ISI : le manque d'exportations, la surévaluation du taux de change,

⁴ Au Brésil, la combinaison des barrières tarifaires et non tarifaires représentait un niveau de protection équivalent à un droit de douane de 250% sur les importations de ce type de biens durant les années 1950. Au cours de la décennie 1960, le taux de protection effectif sur les importations de biens manufacturés dépassait les 100% en Argentine, Chili et au Mexique et les 200% au Brésil (DOMINGUEZ, p.108)

le faible intérêt accordé à l'inégalité économique et le manque d'investissement dans le développement des ressources humaines.

Les secteurs agricoles étaient, pour leur part, le plus souvent marginalisés. Non pas tant l'agriculture d'exportation dans son ensemble (bien que certains pans furent parfois totalement saccagés), qui demeurait nécessaire à l'effort d'industrialisation, que la production de cultures vivrières ou autres denrées alimentaires censées satisfaire la demande locale et nationale. L'une des grandes failles du raisonnement structuraliste résidait dans sa volonté d'expulser les ressources de l'agriculture vers l'industrie et non de les y attirer volontairement. Non content de délaisser le secteur agricole, les politiques structuralistes cherchaient à créer un maximum d'entraves quant à son développement. Au point de rendre l'activité agricole non rentable. Au sein de pays encore fortement ruraux, cela ne pouvait que se traduire par *un désastre*. Ces politiques auront accéléré le phénomène d'exode rural alors même que le faible niveau de développement industriel ne permettait pas d'absorber cet afflux de main d'œuvre. Provoquant de la sorte une hausse du chômage urbain et donc la paupérisation du secteur urbain, au moins à court terme. Le déclin d'une agriculture compétitive constituait en lui-même une opportunité perdue en termes de débouchés pour le secteur industriel. Ce dernier ne pouvait que difficilement se développer dans un contexte où la population rurale s'appauvriissait ou maintenait un niveau de vie précaire et était tenu à l'écart du processus d'accumulation, où le mouvement migratoire vers les villes n'offrait aucune perspective de demande supplémentaire pour l'industrie (s'agissant d'une demande peu ou non solvable car non employée) et où les processus d'intégration régionale étaient encore balbutiants. Vouloir favoriser l'industrie en portant préjudice à l'agriculture était une erreur grave. Finalement l'idée était aussi peu pertinente que si un coureur décidait de se couper les bras pour aller plus vite.

Le développement du secteur agricole n'est en réalité nullement incompatible avec un développement industriel soutenu, comme le prouve l'exemple des nouveaux pays industrialisés d'Asie. Comme le rappelle Norton R.D. : *« Comme dans d'autres économies, les secteurs agricoles des économies asiatiques très performantes alimentaient les secteurs industriels en capital et en main d'œuvre. Mais en Asie Orientale, ces ressources étaient en général attirées vers l'industrie par des salaires et des rendements financiers plutôt qu'expulsées de l'agriculture par le poids de l'impôt et la stagnation ou le déclin relatif des revenus.(...) ». En bref, en Asie Orientale, la politique économique n'a pas tentée de contraindre le transfert des ressources de l'agriculture ; les transferts qui ont eu lieu se sont inscrits tout naturellement dans le processus de développement, dans lequel l'agriculture a*

joué un rôle important, bien que ces économies soient davantage connues pour leur réussite dans l'industrialisation. Ces expériences ont été conforme à ce que Vernon Ruttan a appelé le « modèle de l'impact urbain-industriel » du développement agricole ». C'est l'incapacité des élites économiques à prendre le risque d'investir progressivement dans le secteur industriel à partir des bénéfices engendrés par l'exportation des produits primaires qui est responsable du caractère de dépendance des économies et non pas une hypothétique incompatibilité entre agriculture, croissance nationale et développement.

Les performances des agricultures furent logiquement différentes selon les continents, même si au cours de la période 1961-1989 les agricultures d'Asie, d'Amérique du sud, d'Amérique Centrale et d'Afrique connurent une croissance relativement soutenue. Notamment en ce qui concerne les cultures vivrières destinées à la consommation nationale, de même que certaines cultures tropicales dont l'offre est principalement exportée. Une étude sur un panel de cultures vivrières (blé, maïs, banane plantain, haricots secs, riz paddy, pomme de terre, manioc) et tropicales d'exportation (café et cacao) nous permet de saisir les différences sensibles d'évolution des agricultures continentales⁵. Les résultats (que nous pouvons constater sur l'annexe 1) indiquent que dans la presque totalité des cas la croissance de la production a été supérieure à celle des rendements pour les cultures vivrières et pour tous les continents mentionnés (à l'exception des haricots secs en Amérique Centrale, des pommes de terre en Amérique du sud et de l'ensemble des tubercules et racines en Asie), suggérant donc que les modèles productifs adoptés étaient le plus généralement extensifs malgré l'application de la révolution verte dans un nombre conséquent de pays. Une comparaison entre les indicateurs d'Asie et d'Amérique du sud fait ressortir une tendance plus extensive de l'agriculture sud-américaine. Dans la quasi-totalité des cultures vivrières le différentiel est en faveur de l'agriculture asiatique (sauf pour les pommes de terre), qui apparaît comme relativement plus intensive que son homologue sud-américain⁶.

Le fait que les agricultures vivrières asiatiques suivent une tendance plus intensive que celle d'Amérique du sud semble indiquer que les exploitants d'Asie ont généralement trouvé un contexte plus favorable au développement de leur activité que ceux d'Amérique du sud⁷. Pour que des agriculteurs adoptent un modèle intensif (par exemple les célèbres *paquets*

⁵ Bien qu'une échelle continentale ne soit pas la plus adaptée pour une étude précise, elle permet néanmoins de distinguer des divergences notables.

⁶ De fait, l'Asie fut le principal bénéficiaire des progrès induits par la révolution verte, et notamment l'Asie du sud-est qui a connu la croissance la plus rapide en terme de production agricole au niveau international. Ce n'est que dans le cas des cultures tropicales d'exportation que les agriculteurs sud-américains ont été plus efficaces que ceux d'Asie.

⁷ Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'un jugement sur la modernisation des systèmes agricoles en Asie et en Amérique du Sud. L'étude de ces chiffres peut tout aussi bien signaler que l'Asie rattrapait un retard par rapport aux agricultures sud-américaines ou que ces dernières connaissaient des difficultés significatives.

technologiques de la révolution verte) il faut qu'ils puissent en tirer un minimum de bénéfices. Si ceux-ci sont fortement taxés et que les prix des produits agricoles sont artificiellement maintenus à un niveau faible, les achats d'intrants, la modernisation des outils et des méthodes de travail ne sont plus attractifs pour l'exploitant agricole.

Les mesures prises au sein de certains pays latino américains pour stimuler le secteur industriel ont donc contribué à retarder la modernisation de leur agriculture, contrairement à ce qu'il se produisait au sein des pays asiatiques. Les agricultures sud-américaines ont été les moins performantes (la performance est ici mesurée par la comparaison de l'évolution de la production et de celle du rendement⁸) dans la production de blé, banane plantain, haricots secs et les tubercules et racines et les deuxièmes moins performantes en ce qui concerne la production totale de céréales, de riz paddy et de maïs. Finalement, les mesures des politiques d'ISI ont été moins défavorables à l'évolution des cultures d'exportation tropicales qu'à celle des cultures vivrières, alors que les premières étaient considérées comme la cause du retard industriel de la région.

Le retour du modèle néoclassique et la redécouverte de l'agriculture en tant que vecteur de développement

L'échec des politiques d'ISI provoquera une contre révolution théorique. Certains pays sud-américains avaient déjà renoncé à leur politique d'ISI pour adopter une stratégie d'Industrialisation par Substitution d'Exportations (ISE). C'était notamment le cas pour le Chili, l'Argentine et le Brésil une fois les dictatures militaires au pouvoir. L'ISE dans ces pays reposait sur « *l'abandon des réformes agraires entreprises, l'adoption de politiques industrielles tournées vers le marché extérieur et d'ouverture à l'investissement étranger* » (ASSIDON, p.51-52). L'application de cette stratégie en Amérique du sud ne permettra néanmoins pas de résoudre les déséquilibres macroéconomiques. La situation critique des Etats ayant appliqués une politique d'import substitution se révélera lors de la crise de la dette des années 1980.

Les échecs successifs des politiques d'industrialisation favoriseront la *résurgence* des théories du courant néoclassique sur le développement. Dès la mise en place des politiques d'ISI, des auteurs tels que Bauer P., Friedman M. ou encore Viner J.⁹ avaient émis des doutes quant à leur la viabilité. La contre révolution néoclassique introduit trois changements

⁸ Plus le différentiel est négatif et plus le modèle semble extensif, donc peu performant.

⁹ Le même Viner qui déclara : "*There are not inherent advantages of manufacturing over agriculture*". Sa pensée a été confirmée par des estimations que la croissance de la productivité (l'explication centrale des différentes évolutions du PIB / habitant) a été deux fois plus élevée dans l'agriculture que dans le secteur manufacturier en général entre 1967 et 1992. (cf *Maloney W.F.*, p.141)

théoriques majeurs : l'objectif du développement réside dans la réduction de la pauvreté et non dans l'accroissement des richesses nationales ; le modèle économique pertinent repose sur l'hypothèse d'une économie ouverte au sein d'un marché global et non sur celle d'une économie introvertie ; l'Etat n'a qu'une très faible capacité à promouvoir le développement. Pour les auteurs de ce courant, le sous-développement persistait car les pays procédaient à une mauvaise allocation des ressources, conséquence des prix biaisés et d'un trop d'Etat dans l'espace économique. Leurs principales recommandations consistent à ne pas entraver le fonctionnement des marchés, privatiser les politiques publiques, favoriser le libre-échange, accueillir l'investissement étranger, réduire la bureaucratie et mettre fin au contrôle des prix. C'est l'adoption de politiques d'ouverture, de promotion et diversification des exportations qui devait permettre d'expérimenter une croissance économique soutenue. Une fois que les économies des pays ayant appliqués l'ISI se trouvèrent dans une situation insoutenable en terme d'endettement, le FMI, à travers ses Plans d'Ajustement Structurel (PAS) et des mesures de libéralisation, procéda à l'application de ces idées. « *Si l'on s'en tient au noyau dur de la libéralisation, les principaux instruments sont, dans l'ordre des urgences : la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques, la réforme des finances publiques et la définition de politiques sectorielles* » [ASSIDON, p.63]. Si les politiques d'ISI ne furent pas efficaces en ce qui concerne leurs principaux objectifs (l'industrialisation et un développement économique durable), celles inspirées par les idées de la contre révolution néoclassique ne se révélèrent guère plus efficaces en terme de réduction de la pauvreté ou encore de stabilité économique¹⁰. Selon certaines études, au cours des années 1980, les PAS n'ont eu qu'un très faible impact positif sur la croissance et les exportations, aucune stimulation sur l'entrée de capitaux étrangers et un effet négatif sur les l'investissement¹¹, ce que les experts du FMI expliquèrent par le fait que les économies nationales étaient inflexibles à l'ajustement structurel, phénomène causé par un manque de capacité institutionnelle. Au niveau social, les résultats furent dramatiques.

Avec l'application de l'idéologie néoclassique, l'agriculture est considérée comme un vecteur central du processus d'accumulation pour de nombreux pays. Puisqu'il s'agit à nouveau de s'appuyer sur des avantages comparatifs et les dotations en facteurs de

¹⁰ « *Enfin, dans de nombreux cas, les conséquences sociales dramatiques de l'ajustement structurel apparaissent de façon évidente. Ainsi, en Afrique, plusieurs pays ont vu l'état nutritionnel des enfants se dégrader pendant l'application des PAS [Plans d'Ajustement Structurel]. Dans huit pays, le taux d'inscription dans les écoles primaires, qui avaient progressé de 41% à 79% entre 1965 et 1980, était redescendu à 67% en 1988. Le taux de mortalité infantile a augmenté de 54% en Zambie au début des années 1990. De 1985 à 1995, les dépenses d'éducation par habitant y ont été divisées par 6. De 1990 à 1993, la Zambie a consacré 37 millions de dollars pour l'enseignement primaire et 1,3 milliards pour le service de sa dette. L'Afrique subsaharienne rembourse chaque année 15 milliards de dollars, soit 4 fois plus que ce qu'elle dépense pour la santé et l'éducation* » (TREILLET, p.131).

¹¹ (ASSIDON, p.69-70)

production, un nombre conséquent de pays a logiquement redécouvert leur secteur agricole en tant que promotrice de développement économique¹². Le conflit théorique entre croissance économique nationale et croissance des secteurs agricole et industriel n'existait plus. L'un des axiomes du modèle de croissance reposant sur la priorité donnée aux activités d'exportation, c'est logiquement l'agriculture d'exportation qui s'est révélée la plus dynamique au sein des pays émergents.

L'agriculture d'exportation offre un ensemble d'avantages. En premier lieu elle permet de rééquilibrer la balance commerciale. Ensuite, les activités d'exportation permettent de s'affranchir des limites du marché national et de trouver une demande solvable et ayant un pouvoir d'achat supérieur. Ce qui constitue indéniablement une opportunité pour les capitalistes agricoles de petits pays. Dans certains cas, elle offre des débouchés au secteur industriel, encore que ce ne soit nullement une spécificité de l'agriculture d'exportation. Mais elle a aussi les défauts de ses avantages. En effet, lorsque la compétitivité de l'agriculture d'exportation repose uniquement sur la compétitivité coût, alors ce secteur peut contribuer à retarder la hausse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Le débat sur la fonction que doit jouer l'agriculture dans le processus d'accumulation a laissé progressivement place à un autre concernant l'articulation entre agriculture d'exportation et agriculture destinée à la consommation nationale. Une spécialisation trop poussée dans l'agriculture d'exportation ne remettrait-elle pas en cause le principe de souveraineté alimentaire ? Les politiques d'ajustement structurel et les politiques de libéralisation s'intéressèrent finalement assez peu à la manière dont il est possible de stimuler simultanément une agriculture d'exportation visant à satisfaire les besoins des consommateurs des pays industrialisés et une autre ayant pour vocation de répondre aux besoins de la population nationale, dont une partie est généralement peu ou pas solvable. Il n'existe néanmoins aucun constat d'une relation négative entre le développement des deux types d'agricultures. On trouve aussi bien des pays où agriculture d'exportation et agriculture destinée à la consommation nationale ont connu un *boom* similaire et d'autres où la première a clairement pris le pas sur la dernière, ce qui aurait des répercussions négatives en termes de souveraineté alimentaire. Rappelons qu'en 2001-03, on estimait que 845 millions de personnes étaient encore sous alimentées : 9 millions dans les pays industrialisés, 25 millions

¹² Comme le rappelle Norton : « La notion d'une agriculture au service du développement, réservoir de main d'œuvre et de capital à exploiter, recule de plus en plus devant celle qu'il faut s'engager dans la voie du développement agricole pour lui-même et que l'agriculture peut parfois s'avérer un secteur en tête de l'économie, surtout en période d'ajustement économique. (...) Au Chili et au Brésil, l'agriculture s'est développée plus rapidement que l'industrie pendant la décennie 1990. Au Chili, elle a constitué la principale source des nouveaux emplois scientifiques, techniques, qualifiés, managériaux et administratifs au cours de cette période. »

dans les pays en transition et 820 millions dans les pays en développement¹³. Pour certains pays en développement, il s'agit d'une situation endémique. L'Afrique subsaharienne, en particulier l'Afrique Centrale, mais aussi le Kenya, Madagascar ou le Soudan ont une problématique alimentaire plus que délicate avec une forte hausse de la population sous-alimentée. Même constat pour l'Afghanistan, le Bangladesh ou la Corée du Nord en Asie. Le cas d'Haïti ou du Nicaragua en Amériques n'est guère plus rassurant. La situation de ces pays n'est pas surprenante puisque leur potentiel agricole est incorrectement exploité pour un ensemble de raisons (manque d'infrastructures basiques dans les campagnes, guerres, aléas climatiques désastreux,...). Mais d'autres pays se sont convertis en agro exportateurs sans pour autant pouvoir nourrir correctement la totalité de leur population. « *Le Brésil, géant de l'exportation et probable grenier du monde au XXI^{ème} siècle, a encore comme objectif gouvernemental de nourrir la totalité de sa population (...). En effet, encore 14,4 millions de brésiliens (8% de la population) sont sous-alimentés et 30 millions sont malnutris* » (PARMENTIER, p.30). En Colombie, encore un quart de la population dispose de moins de 2 100 calories par jour. Les exemples de ce type ne manquent pas parmi les pays agro exportateurs. De plus, au sein des grandes régions productrices de matières premières agricoles à destination du marché international, la population locale n'est pas mieux assurée de se nourrir correctement que les populations éloignées de ces grands centres agricoles¹⁴. D'où un questionnement légitime sur les externalités positives de l'agriculture d'exportation sur le reste du secteur agricole et un autre, éthique, sur l'allocation de ressources rares en faveur de l'exportation plutôt que du marché national. Exporter un produit agricole revient à exporter virtuellement de l'eau et de la terre de pays où ces ressources ne sont pas nécessairement abondantes.

En général, nous constatons qu'avec l'essor d'une agriculture d'exportation apparaît un secteur agricole (cultures vivrières notamment) dynamique destiné à satisfaire la consommation locale, le plus souvent situé aux alentours immédiats des grandes villes, où se concentre la demande solvable. Mais là où les infrastructures sont défaillantes et où il n'existe aucun marché solvable, il est plus qu'improbable d'assister à une modernisation (capitaliste) de l'agriculture vivrière. La hausse des rendements et de la productivité ne permet pas toujours de faire face à la croissance de la population et l'arbitrage par rapport aux activités d'exportation peut inciter les capitalistes à investir prioritairement dans l'agro exportation et à

¹³ Parmentier B., **Nourrir l'humanité : les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI^{ème} siècle**,

¹⁴ Au *nord-est* brésilien coexistent un agrobusiness dynamique (reposant sur la production d'agrumes, de fruits tropicaux, de soja, de différents grains et haricots ou encore d'élevage bovin) et plus d'une moitié d'une population en situation d'insécurité alimentaire. Les malnutritions légère, modérée et grave concernent respectivement 19,5%, 21,6% et 12,4% de la population régionale (Correia Dantos E.W, p.137 – 155).

y consacrer les meilleures terres lorsqu'ils sont aussi exploitants. Ce qui n'est pas sans susciter quelques interrogations sur la compatibilité de ce genre de stratégie avec une volonté d'atteindre une souveraineté alimentaire. La spécialisation agro exportatrice permet, selon ses adeptes, de réduire le déficit de la balance commerciale agricole. Ce constat est généralement vrai. Mais lorsque le prix des produits importés augmentent fortement et / ou que celui des exportations diminuent, comme ce fut le cas en 2008, la balance commerciale agricole peut devenir négative et des *émeutes de la faim*, temporaires, peuvent affecter des pays agro exportateurs, comme en Egypte par exemple¹⁵. D'autres pays, exportateurs agricoles, sont concernés par cette problématique : l'Ethiopie et le Kenya par exemple. Si l'agriculture s'est affranchie des barrières qui entravaient son développement lors des politiques d'industrialisation entre 1950 et la première partie des années 1980, le nouveau cadre économique a davantage favorisé l'essor de l'agriculture d'exportation plutôt que celui d'une agriculture vivrière autocalée. S'il n'existe pas d'études sur l'impact positif ou négatif d'un modèle agro exportateur sur la satisfaction des besoins alimentaires des populations locales et nationales, la question reste d'actualité. Elle n'est pas pour l'instant d'ordre économique¹⁶, mais relève plutôt du champ moral et éthique. Quand les ressources hydrauliques se feront plus rares, les pays agro exportateurs continueront-ils à privilégier le modèle exportateur au détriment du marché national ?

Les prémices des années 1990 coïncident avec une évolution plus lente de la croissance de la production des cultures vivrières en Afrique, Asie et Amérique du sud et centrale. Il n'y a pas eu généralement d'effets dynamisant davantage les cultures destinées à la consommation nationale. Ce que nous pouvons constater en consultant l'annexe 1. L'expansion relativement faible de la production des cultures vivrières s'associe à une croissance lente des rendements. Cependant, contrairement à la période précédente, il existe un nombre nullement négligeable de cultures où le taux de croissance des rendements fut plus rapide que celui de la production. En Amérique Centrale, citons les cultures du blé, des haricots, du riz paddy, de la pomme de terre et du cacao. En Afrique, la caféiculture a été la seule à connaître un essor plus rapide des rendements. En Amérique du sud les cultures concernées furent : blé, riz paddy, haricots secs, manioc, l'ensemble des tubercules et racines et le café. Dans le cas de l'Amérique centrale, ce phénomène est imputable principalement à

¹⁵ Ayeb H., *Crise alimentaire en Egypte : compétition sur les ressources, souveraineté alimentaire et rôle de l'Etat*, *Hérodote*, n°131, 4ème trimestre 2008, p.58-72, Paris, 2008

¹⁶ Encore que depuis la flambée du prix des céréales en 2008, de nombreux pays agro exportateurs ont compris les limites de ce modèle lorsqu'il poussait à satisfaire les besoins intérieurs par des importations toujours plus importantes

une chute ou une stagnation de la production des cultures mentionnées. De même qu'en Afrique.

Tableau I.1: Taux de croissance annuel moyen de la production et du rendement entre 1990 et 2008 pour un ensemble de produits agricoles

			Monde	Afrique	Amérique centrale	Amérique du sud	Asie
Blé	Production	T.C.A.M ¹⁷ 1990-2008	0,85%	2,44%	0,09%	0,40%	1,81%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	1,04%	1,88%	0,99%	1,47%	1,05%
Maïs	Production	T.C.A.M 1990-2008	3,00%	1,93%	2,59%	6,07%	3,30%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	1,84%	1,12%	2,46%	4,20%	1,79%
Plantain	Production	T.C.A.M 1990-2008	1,46%	1,48%	2,95%	1,38%	2,43%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	0,32%	0,33%	0,52%	0,06%	0,78%
Haricots secs	Production	T.C.A.M 1990-2008	0,87%	1,55%	-0,01%	2,21%	0,61%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	0,56%	-1,10%	0,97%	3,27%	0,09%
Riz Paddy	Production	T.C.A.M 1990-2008	1,56%	3,40%	0,11%	3,30%	1,48%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	1,12%	0,81%	0,74%	3,87%	1,09%
Pomme de terre	Production	T.C.A.M 1990-2008	0,92%	5,06%	2,08%	2,06%	4,06%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	0,74%	-0,29%	2,73%	1,53%	0,85%
Manioc	Production	T.C.A.M 1990-2008	2,38%	2,93%	-0,40%	0,59%	2,57%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	1,22%	1,04%	-0,71%	0,65%	2,41%
Total Céréales	Production	T.C.A.M 1990-2008	1,44%	2,72%	1,81%	4,26%	1,73%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	1,40%	1,02%	1,78%	3,58%	1,40%
Total tubercules et racines	Production	T.C.A.M 1990-2008	2,84%	3,66%	3,89%	-0,09%	0,96%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	0,63%	0,35%	-0,37%	1,05%	0,42%
Cacao	Production	T.C.A.M 1990-2008	2,99%	3,65%	-1,21%	-0,53%	4,07%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	0,95%	1,29%	0,22%	-0,68%	-0,12%
Café	Production	T.C.A.M 1990-2008	1,71%	-1,77%	-0,37%	2,09%	5,48%
	Rendement	T.C.A.M 1990-2008	2,59%	1,83%	-1,36%	3,65%	2,65%

Source : FAO

Seule l'Amérique du sud a pu concilier à la fois amélioration du différentiel « rendements – production » et évolution positive de la production. L'impact du passage des politiques de développement inspirées par l'ISI à d'autres préconisées par la contre révolution néoclassique a probablement eu un impact faible, mais positif, en Amérique du sud sur

¹⁷ Taux de Croissance Annuel Moyen (T.C.A.M)

certaines cultures vivrières : maïs, haricots secs, riz paddy, pomme de terre, totale céréales et le café. Ailleurs, les évolutions positives furent moins marquées. En Afrique, les cultures de haricots secs, de pomme de terre et du cacao ont connu une croissance plus rapide au cours de la seconde période Et en Asie, la seule culture dans ce cas de figure fut celle de l'ensemble des tubercules et racines.

Le rôle que le secteur agricole devrait jouer dans le processus de développement a évolué considérablement selon les époques et les doctrines économiques en vigueur. Nous trouvons deux conceptions basiques radicalement différentes. La première selon laquelle l'agriculture doit favoriser le développement des autres secteurs (en particulier l'industrie) à travers un ensemble de mesures discrétionnaires et volontaristes visant à restreindre la rentabilité des activités agricoles. Dans cette optique, l'agriculture est souvent décrite comme un secteur traditionnel et en retard. La seconde conception ne considère pas que l'agriculture soit forcément synonyme de retard et précise qu'elle peut avoir un rôle primordial pour amorcer ou consolider le processus d'accumulation. Selon que les dirigeants politiques adoptent l'une ou l'autre vision, le modèle économique qui sera mis en place se révélera positif ou négatif pour le développement des activités agricoles. Malgré ces divergences, l'angle macroéconomique permet de comprendre l'articulation entre le secteur agricole et le reste des secteurs économiques. S'il n'existe pas de consensus sur le rôle de l'agriculture au sein du processus de développement, il en existe un sur le fait que le développement du secteur industriel et celui des services des points dépend d'un transfert de ressources de l'agriculture vers ces derniers. Les théories se différenciant sur le fait de savoir s'il est souhaitable de tenter d'accélérer le transfert et selon quels procédés.

De la contribution indirecte de l'agriculture à la croissance nationale

Aussi bien l'idéologie structuraliste que néoclassique, dans leur théorie développementaliste, ne s'intéressent à l'agriculture que selon l'impact direct que celle-ci peut générer sur le reste de l'économie (relation agriculture - industrie dans le cadre de la croissance nationale, impact sur les exportations,...). Mais ces courants théoriques ne portent que peu d'intérêt à la façon indirecte dont les acteurs du monde agricole peuvent contribuer à la croissance nationale.

En supposant que les populations les plus pauvres soient également celles disposant d'une propension marginale à consommer supérieure, la hausse des revenus des populations les plus pauvres sera généralement davantage destinée à la consommation qu'à l'épargne. Or, dans les pays du sud on compte plus de un milliard de paysans, l'immense majorité pouvant

être qualifiée de pauvres. Des revenus supplémentaires pour les acteurs agricoles (via une hausse des prix relatifs des produits agricoles par rapport aux autres biens et services ou des mécanismes de redistribution particuliers) permettraient de stimuler dans des proportions considérables la demande nationale. Là où l'agriculture continue à engager une grande part de la main d'œuvre nationale et où le secteur rural réunit une population nombreuse.

C'est justement un des avantages potentiels de la caféiculture par rapport à d'autres types d'activités agricoles. De par l'inexistence d'économies d'échelles susceptibles d'être dégagé au niveau du système productif étant donné la très faible mécanisation (alors que certaines cultures tropicales comme la canne-à-sucre par exemple permettent l'existence d'économies d'échelle et donc une réduction du niveau des coûts fixes), les besoins financiers réduits ou encore la taille du marché international, des millions de familles paysannes à travers les pays du sud se sont lancées dans l'aventure caféière. Avec des conséquences concrètes sur leur niveau de vie. Dans quelques cas, des Etats prédateurs ont tiré davantage profit de la manne caféière que les producteurs. Mais il ne demeure pas moins vrai que le café a permis et permet à des millions de paysans de s'affranchir au moins partiellement de la pauvreté. La constitution d'une classe de *petits capitalistes ruraux* (dans certains cas très petits) et / ou d'une classe *aisée* au sein de l'univers rural des pays en développement n'a pas été sans conséquence sur le développement économiques des nations concernées. Le fait que des millions de familles aient pu *s'enrichir* et disposer d'un pouvoir d'achat a bien évidemment eu un impact positif sur les demandes nationales, stimulant de la sorte la croissance économique. De plus, dans les pays où la superficie des exploitations est importantes et obligent à s'affranchir d'un modèle paysan, les populations les plus marginales peuvent aussi tirer profit de la manne caféière grâce à la vente de leur force de travail. C'est-à-dire en devenant des salariés agricoles. La caféiculture, en tant qu'activité agricole peut donc jouer un rôle décisif sur les économies régionales, voir nationales en créant et stimulant une demande rurale considérable.

Cette croissance de la demande pourrait faire croître l'activité agroindustrielle ou encore quelques secteurs industriels. Evidemment, dans le cas d'une économie ouverte, les risques que la stimulation de la demande bénéficie à des acteurs non nationaux sont réels. Il faut, pour que l'initiative soit viable, qu'il existe des secteurs économiques dominés par des acteurs nationaux capables d'être présents sur l'ensemble du territoire en faisant appel de préférence à des matières premières nationales lorsque celles-ci sont disponibles. Disposer d'infrastructures de transport, même basiques, est une obligation, afin de favoriser le déplacement des hommes et marchandises. Là où il n'existe aucun moyen de transport

disponible, des marchés, même minimes, ont peu de chance d'apparaître. Et là où il n'existe pas de marché, il est inutile de stimuler la demande des populations. La construction d'infrastructures doit évidemment précéder la stimulation de la demande. Il est évident qu'une politique économique de grands travaux et de stimulation de la demande n'est désirable que si dans le même temps elle ne génère pas des déséquilibres économiques trop marqués. Stimuler de la demande peut paraître une pratique dangereuse car elle découragerait l'épargne nationale. Cependant, si un taux d'épargne important reste une priorité, il en est de l'épargne comme de la demande. Rien n'indique que l'épargne nationale se dirigera prioritairement vers le financement d'activités nationales favorables au développement économique. De plus, dans le contexte de systèmes financiers déréglementés, il n'existe que peu de limites pouvant empêcher une partie de l'épargne nationale de se diriger vers les marchés internationaux.

De son côté, l'agriculture d'exportation peut contribuer significativement à l'élévation du niveau de vie des populations rurales dès lors que celles-ci peuvent influencer significativement sur le développement des filières. Dans le cas de cultures destinées à la consommation à la consommation intérieure, les revenus potentiels des populations rurales sont limités par trois contraintes majeures (sans même évoquer la pression des importations ou encore les articulations entre les différents acteurs d'une filière) : la masse monétaire en circulation, la redistribution des revenus à l'échelle nationale et le niveau de la demande. Dans le cas d'économies nationales où l'une de ces trois contraintes se révélerait contraire, les débouchés pour une agriculture commerciale destinée à la consommation intérieure seraient réduits et les populations rurales n'auraient qu'un très faible intérêt à débiter des activités de ce type¹⁸. Or, dans de nombreux pays en développement, il n'est pas rare qu'au moins l'une de ces contraintes soit à l'œuvre. Faisant ainsi se poser la question de la pertinence de l'adoption de cultures commerciales destinées à la consommation intérieure. Les activités agricoles d'exportations permettent de s'affranchir partiellement de ces limites. En effet, la masse monétaire *ponctionnée* est internationale, donc supérieure à celle disponible nationalement. A condition que les marchés internationaux soient suffisamment amples pour absorber l'offre internationale, les populations rurales pourraient tirer profit des activités agricoles d'exportation pour accroître leur niveau de vie (sous réserve de l'application d'un modèle organisationnel ne leur étant pas totalement défavorable). De plus, une demande agrégée au niveau international permet de limiter l'impact de la redistribution des revenus et

¹⁸ En effet, une masse monétaire en circulation faible signifie que la monnaie est très difficilement disponible et donc que le développement d'activités commerciales est très hypothétique. En outre, dans le cas où la redistribution des revenus est très inégale, la demande réelle pour les produits commerciaux sera forcément réduite puisqu'une très faible partie de la population disposera de revenus conséquents. Enfin, dans le cas où la demande nationale est limitée (par exemple si les centres urbains sont très peu développés et que l'essentiel de la population vit en milieu rural) les activités agricoles commerciales à destination du marché intérieur ne trouveraient que peu de débouchés.

du niveau de la demande. Outre les problèmes éthiques que nous avons mentionnés précédemment, il convient de se demander si ce sont effectivement les populations rurales qui tirent profit des exportations agricoles ou alors un nombre restreint d'intermédiaires ou autres acteurs.

1.2) Produit de base, croissance économique et développement : une nécessaire incompatibilité ?

Au-delà de l'articulation du secteur agricole au reste de l'économie et de son rôle dans le processus de développement, une autre question traditionnelle de l'économie du développement nous semble intéressante : quelle peut-être la place de l'exploitation des ressources naturelles dans le processus de développement et de croissance économique au sein des pays en développement ? Dès l'origine cette question a été centrale et le plus souvent les économistes ont considéré que les activités liées à l'exploitation des ressources naturelles (en particulier les non renouvelables) avaient un impact négatif sur le développement économique d'une nation¹⁹. Plus généralement, trois grands types de raisons sont traditionnellement avancés pour justifier le caractère négatif de l'exploitation des ressources naturelles :

- *La chute des cours sur le long terme et la dégradation des termes de l'échange* : Ainsi, le courant structuraliste signalait que l'exploitation des ressources naturelles ne permettait qu'un progrès technique marginal et en particulier que les termes de l'échange des produits naturels avaient tendance à diminuer sur le long terme. Ce constat a été confirmé par une désormais célèbre étude de Grilli et Yang, concernant l'évolution des cours des principales matières premières non pétrolières²⁰ sur la période 1900-1986 et qui aboutit à la conclusion d'une chute annuelle des cours de -0,6%, avec deux années d'inflexion : 1921 et dans une moindre mesure 1974. D'autres études arriveront à des conclusions similaires. Le fait que les prix des matières premières connaissent des fluctuations brusques et marquées (à la baisse généralement) constitue effectivement un danger pour le processus de croissance à

¹⁹ Smith A. mentionnait déjà : *"projects of mining, instead of replacing the capital employed in them, together with the ordinary profit of stock, commonly absorb both capital and stock. They are the projects, therefore, to which of all others a prudent law-giver, who desired to increase the capital of his nation, would least choose to give any extraordinary encouragement..."*

²⁰ Il s'agit de 11 produits de base agricoles comestibles (banane, bovin, cacao, café, ovin, maïs, huile de palme, riz, sucre, thé et blé), 7 produits agricoles non comestibles (coton, cuir, jute, caoutchouc, bois, tabac et laine) et 6 produits miniers (aluminium, cuivre, plomb, argent, étain et zinc). Sur la période 1977-79, ces produits représentent 54% de la valeur du commerce international des matières premières non pétrolières (49% des produits agricoles comestibles, 83% des produits agricoles non comestibles et 45% des produits miniers).

long terme des pays en développement ayant l'habitude de faire reposer leur modèle économique sur l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles non renouvelables²¹.

- *Le mal hollandais* : Dans ce cas, l'abondance de ressources naturelles au sein d'un pays conduit à la surévaluation de son taux de change et finalement à la marginalisation du reste des activités économiques, notamment le secteur manufacturier (conurrencé par les importations rendus moins chers à cause de l'appréciation du taux de change) et les autres secteurs d'exportation (pénalisés par cette même surévaluation). Deux conséquences particulièrement néfastes à long terme pour le développement économique.

- *Le voracity effect* : Une autre conséquence néfaste qu'aurait les activités d'exploitation des ressources naturelles concerne un supposé affaiblissement du tissu institutionnel. Il existerait ainsi au sein des pays concernés une compétition entre les différents groupes sociaux afin de s'accaparer de la rente de économique provenant de l'exploitation des ressources naturelles (surnommée le *voracity effect*)²².

Dans ce contexte de défiance, plusieurs études ont tenté de démontrer que les pays riches en matières premières ont connu une croissance plus lente au cours du XX^{ème} siècle que les autres pays en développement. Arrivant ainsi à la conclusion que la richesse en ressources naturelles serait une sorte de malédiction et fatalité et justifiant finalement l'intérêt de la mise en place de politiques économiques industrielles et développementalistes visant réduire l'impact des activités primaires sur la structure économique, avec les faibles succès que nous avons déjà évoqués²³. Si de nombreuses études soulignent le fait que les ressources

²¹ Il est à noter que si l'existence d'une hypothétique détérioration des termes de l'échange a servi de justification aux politiques d'industrialisation menées par un ensemble de pays en développement, ce constat a néanmoins été remis en cause par certains auteurs. La pertinence du rapport de la Société des Nations **Industrialisation et commerce extérieur** (1945) fut questionnée par Bairoch P. notamment. « Le premier problème est celui du choix de la phase finale, 1936-1938. (...) Si nous comparons la période 1876-1880 à 1926-1929, en utilisant les mêmes statistiques, la détérioration des termes de l'échange des produits primaires est réduite de moitié, à 20% seulement. (...). La principale distorsion des indices des prix des échanges mondiaux de la Société des Nations vient du fait que seuls ont été utilisés les indices des prix britanniques et que les trois quarts des prix composant ces indices sont ceux des produits à l'importation. De ce fait, les indices de prix des produits britanniques ne traduisent pas seulement l'évolution des prix des produits eux-mêmes, mais aussi celle des coûts de transport qui, justement, ont durablement baissé entre 1876 – 1880 et 1926 – 1929. Comme il y a beaucoup plus de prix à l'importation parmi les produits primaires que parmi les produits manufacturés, et comme les coûts de transport des premiers sont particulièrement importants, nous aboutissons à une distorsion majeure de la tendance dominante. Le fait que les prix à l'exportation des produits manufacturés britanniques aient été utilisés comme représentatifs des exportations mondiales est un autre facteur de distorsion. Des études ultérieures ont montré que les prix britanniques à l'exportation ont progressé plus rapidement dans cette période que ceux du reste du monde développé. » (BAIROCH P., p.155-157)

²² Les tenants de ce courant essaient de démontrer qu'il existe une différence entre deux types de ressources naturelles : ceux provenant des ressources non renouvelables ou de la mise en pratique de la monoculture et les autres types de produits agricoles. Les premiers censés avoir des effets plus pernicieux que les seconds.

²³ Dès lors que ces conclusions sont considérées comme véridiques par les dirigeants politiques, des mesures spécifiques pourraient être prises pour limiter le déploiement des ressources vers les secteurs primaires. Cependant, le fait que l'exploitation de ces ressources soient relativement aisée et génère une rente a conduit généralement à l'apparition d'entreprises publiques chargées d'exploiter ces secteurs, afin de capter la rente au bénéfice des Etats. Il ne s'agissait donc pas de cesser l'exploitation des ressources primaires, mais de les contrôler étroitement tout en, paradoxalement, évitant d'y consacrer l'essentielle des ressources nationales.

naturelles freinent le développement des pays en développement, cela ne saurait faire oublier qu'au cours du XIX^{ème} et XX^{ème} siècles les pays qui faisaient reposer leur croissance sur l'exploitation des ressources naturelles ont connu des trajectoires différentes, comme nous pouvons le constater sur le tableau I.2.

Tableau I.2 : PIB par habitant de certains pays scandinaves et sud-américains entre 1870 et 1990

	PIB / hab 1870 (dollars)	PIB / hab 1990 (dollar)	TC ²⁴	T.C.A.M
Finlande	1107	16604	1399,91%	2,28%
Norvège	1303	16897	1196,78%	2,16%
Suède	1664	17695	963,40%	1,99%
Argentine	1311	6581	401,98%	1,35%
Chili	1153	6380	453,34%	1,44%

Source: Bravo-Ortega C., Gregorio (de) J., *The relative richness of the poor? Natural resources, Human capital and economic growth* (p.74)

Finalement, un certain nombre de pays ont réussi à se développer à un rythme soutenu tout en adoptant un modèle de croissance reposant sur l'exploitation des matières premières disponibles. Outre les pays scandinaves, citons aussi d'anciennes colonies britanniques tels que le Canada ou encore l'Australie. Prouvant finalement qu'il n'existe ni déterminisme ni fatalité liés aux ressources naturelles, même si la trajectoire de nombreux pays en développement pourrait le laisser penser.

La question pertinente serait plutôt de savoir ce qui a provoqué que de nombreux pays en développement n'aient pas été en mesure de profiter de leur richesse en ressources naturelles pour poser les bases d'un développement économique soutenu sur le long terme. Nous pouvons en avancer deux :

- *Le lien entre ressources naturelles et dettes* : Ainsi, lorsqu'au début des années 1970 les cours de matières premières étaient relativement élevés, de nombreux pays en développement en ont profité pour s'endetter. Entre 1970 et 1975, le prix du charbon, du gaz naturel et du fer a doublé et entre 1975 et 1980 le pétrole et le gaz naturel ont connu leur propre boom²⁵. Ce qui a incité les pays dotés de ces ressources à les utiliser pour soutenir leur projet d'investissement. Néanmoins, les cours chuteront de manière marquée à partir de 1980 (au moins de 30% lors de cette décennie, à l'exception du cuivre), fragilisant ainsi la situation économique de ces nations ; qui se sont retrouvées avec une balance des paiements déficitaires et une crise de la dette. Ce qui a joué un rôle central dans la faible croissance des

²⁴ Taux de croissance (TC)

²⁵ (Manzano O., Rigobon R., p.58-59)

pays en développement au cours des ces années. Ce n'est donc pas l'exploitation des matières premières en tant que telle qui a joué un rôle négatif, mais l'interaction entre les marchés financiers et les biens servant de caution qui a provoqué une bulle²⁶.

- *La faiblesse du capital humain* : L'une des grandes différences entre les pays scandinaves et les anciennes colonies britanniques (Australie, Canada) et l'Amérique Latine a été le fossé croissant en termes d'éducation débutant dès la période 1870 – 1910 et qui perdure toujours. Le taux de croissance relativement lent d'une grande partie des pays d'Amérique Latine au cours du XIX et XX ème siècles est certainement lié à l'adoption de modèles économiques peu performants mais aussi et surtout à un manque de capital humain permettant l'apprentissage et rendant les entrepreneurs capables d'innover. Pour se rendre compte du fossé en terme de capital humain, signalons qu'en 1870, plus de 70% de la population de plus de 10 ans en Australie, au Canada, en Suède et aux Etats-Unis savaient lire, soit un pourcentage environ trois fois plus élevé que pour l'Argentine, le Chili, le Costa Rica et Cuba et quatre fois plus élevé qu'au Brésil et au Mexique²⁷. La plupart des pays latino américains n'atteindront ce niveau qu'aux cours de la seconde moitié du XX ème siècle. Pour autant, le fossé restait considérable. En 1962, l'Australie disposait de 27 fois plus de diplômés techniques par habitant que l'Argentine²⁸, certainement le pays d'Amérique Latine le plus en avance. Or, ce faible niveau de capital humain a généralement deux conséquences : un niveau de protection relativement élevé afin de protéger l'industrie nationale et un sentiment de dépendance vis-à-vis des acteurs étrangers et de suspicion par rapport aux ressources naturelles.

Il apparaît ainsi qu'il n'y a pas nécessairement incompatibilité entre développement et richesse en ressources naturelles. C'est plus certainement des choix controversés au niveau des politiques publiques qui explique la faible corrélation entre croissance économique et exploitation des ressources naturelles au sein des pays en développement dans le passé. La mise en place de politiques macroéconomiques spécifiques et d'investissements publics judicieux en termes de formation de capital humain seraient à même de créer un lien positif entre croissance durable et forte et exploitation de matières premières.

²⁶ Idem (p.62)

²⁷ (Maloney W.F., p.149)

²⁸ Idem (p.152)